

Esther Waeber – Kalbermatten

Brig, 24. September 2016

## **Congrès PSVr - Randoigne**

Chers et chères camarades

Ces derniers temps, j'ai souvent entendu le mot « crise ».

L'économie mondiale vit une crise. Des attentats ont lieu à des endroits que l'on considérait jusque-là comme sûrs. Les moyens de communication ultra-rapides véhiculent ces nouvelles dans le monde entier – les gens sont inquiets, nous sommes inquiets.

Et le PS Valais est aussi en crise. Mais pas seulement nous. Même si nos problèmes sont un peu spéciaux.

Chers et chères camarades

Dans les pays aux confins de la Suisse, chaque parti social-démocrate se trouve pratiquement en crise. Et en Suisse aussi, le PS cherche des solutions pour les défis internes et externes.

L'attitude xénophobe, les flux de réfugiés engendrent la peur au sein de notre population – des peurs principalement au niveau de la perte des places de travail, de la sécurité et du financement des assurances sociales. Ensuite, il y a la question des relations de la Suisse avec l'Europe. Une Europe, dont l'unité est fragilisée et qui traverse même une « crise existentielle ».

Cette évolution mondiale, ainsi que les programmes d'austérité mis en place dans tous les cantons suisses, qui fragilisent financièrement les plus faibles, nous ébranlent profondément.

Mais, il y a aussi des personnes, qui combattent l'évolution antisociale à l'échelle nationale et internationale et qui font preuve de solidarité. Nous appartenons à ce groupe de personnes.

Au lieu d'observer impuissants et paralysés, nous pouvons agir, ici et maintenant, dans les sections, les communes, au Parlement et au Gouvernement, où nous pouvons assumer des responsabilités.

Chères et chers ami-e-s

Le parti socialiste valaisan a quelques semaines et mois turbulents derrière soi. Fin avril de cette année, j'ai annoncé à mon parti dans le Haut et au bureau exécutif du PSVR ma disponibilité de briguer un troisième mandat. Depuis 8 ans je travaille au Conseil d'Etat, et j'ai encore assez d'énergie pour continuer mon travail au Gouvernement valaisan. Ensuite, voire le même jour, j'ai communiqué ma décision de me mettre à disposition aux médias. A ce moment je ne pensais pas que certains pourrait qualifier ma démarche comme un putsch. Des fois je me suis posé la question si j'avais fait un crime contre l'humanité.

Avant et après ma décision j'ai du lire de la part de quelques camarades certaines choses qui m'ont plus que surpris. Les attaques arrivaient de la part des camarades qui ne m'avaient jamais ou presque jamais critiqué depuis mon entrée au Gouvernement pendant les huit ans en arrière. Ok, je dois prendre acte de cette situation.

Chères et chers ami-e-s

Lors de quatre séances de travail qui on eu lieu ces dernières semaines, des camarades du Valais romand et du Haut-Valais ont essayé d'esquisser un bilan de mon travail. Dans ce contexte, j'aimerais remercier Katia Chevrier, Olivier Salamin et Philippe Frossard qui ont préparé ces rencontres avec la base de notre parti.

Dans ce travail constructif, nous avons ensemble analysé comment la situation pour les citoyennes et les citoyens du Canton du Valais a évolué, dans la bonne ou dans la mauvaise direction. J'ai présenté plus que 170 actions concrètes de mon travail de ces dernières années. Pas mal de camarades étaient surpris du travail qui a été effectué par moi et mes collaboratrices et collaborateurs du département..

Et il est inquiétant de devoir constater comme la base du Parti est peu informée du travail de leur Conseillère d'Etat. Mais c'est aussi un signe clair que ma communication devrait être améliorée.

Les parlementaires du Groupe AdG étaient toujours bien au courant des projets que j'amenais au Grand Conseil. Mais en direction du Parti je n'étais surement pas assez offensive concernant l'information. La communication n'est en contre partie pas non plus une chose unilatérale et parfois j'aurais apprécié un peu plus de curiosité. Cela concerne aussi l'organe du Parti avec lequel ma collaboration devra aussi être améliorée.

Chères et chers ami-e-s

Sur mon incitation, pas mal de choses ont été réalisées en Valais ces dernières années. Et cela dans un contexte politique très difficile. Je veux citer quelques exemples :

Ainsi, l'Hôpital du Valais, notre hôpital public, s'est fortement positionné et offre des soins de base de haute qualité.

Le cautionnement de 400 millions, dont 100 millions pour le Haut-Valais et 3 fois plus, soit 300 millions pour le Valais central, que j'ai présenté au Gouvernement, a été accepté par le Grand Conseil. J'ai ainsi pu contribuer à régler la question du financement des infrastructures hospitalières à plus long terme et stratégiquement à créer de la transparence. J'ai également réussi à instaurer une collaboration constructive avec l'Hôpital du Valais, après des années de turbulence.

La construction de l'Hôpital Riviera Chablais est en cours. Nous pouvons ainsi créer de bonnes structures pour le Bas-Valais et ce, dans un contexte inter-cantonal. Je peux dire que j'en suis fière.

Chères et chers camarades

En tant que Conseillère d'Etat en charge du DSSC, je me suis battue afin que chaque Valaisanne et chaque Valaisan ait droit à une place dans un EMS, à un prix abordable, et sans que les personnes ne soient reléguées à l'aide sociale. Si je regarde la situation dans les autres cantons, c'est une bonne chose.

Malgré les mesures d'économie que j'ai été contrainte d'implanter, l'aide et les soins à domicile ont pu être continuellement développés. Et ceci est également important pour nos personnes âgées.

Je me suis toujours engagée afin que les requérants d'asile en Valais ne soient pas installés dans des abris de protection civile, mais hébergés correctement. Ils ne sont pas seulement logés ; ils sont aussi pris en charge, formés et préparés à une vie indépendante dans notre société. Notre centre de formation du « Botza » à Vétroz est perçu comme un modèle par d'autres cantons. Et l'intégration des requérants d'asile dans un milieu professionnel - comme au restaurant « Le Temps de vivre » aux Mayens-de-Chamoson - est un exemple de la façon dont j'essaie de bien faire mon travail dans ce domaine.

La même chose prévaut avec mon travail dans l'intérêt des personnes en situation de handicap dans notre canton. Là aussi, nous adaptons les structures d'occupation et d'hébergement aux besoins. Nous faisons de notre mieux pour soutenir l'insertion professionnelle des personnes souffrant d'un handicap, comme en témoigne la réussite du Boutique-Hôtel à Martigny, autre exemple.

Le théâtre, la musique et la littérature sont soutenus et promus par mon Département, que ce soit au niveau amateur ou professionnel. Des centres, tels que les Arsenaux ont été rénovés, afin d'instaurer une synergie entre les médiathèques de la commune et du canton, et les Archives cantonales. Quand mon Département, dans le cadre des débats liés aux mesures d'austérité actuelle, doit émettre des propositions impopulaires au sujet des écoles

de musique, j'en suis la dernière satisfaite. Vous pouvez me croire. Mais précisément. Je ne suis pas seule au Gouvernement.

Une loi moderne sur le travail, qui a été préparée au sein de mon Département, va entrer en vigueur le mois prochain. Elle permettra de lutter activement contre le dumping salarial et le travail au noir.

Le laboratoire cantonal a développé une méthode reconnue dans le monde entier pour l'identification de la provenance des denrées alimentaires. Ceci ne doit pas être sous-estimé pour la santé de la population dans notre canton.

Les subventions dans mon Département s'élèvent à 937 millions de francs bruts pour le Budget 2017 – dont 611 millions pour la santé, 210 millions pour le domaine social, 106 millions pour la Caisse de compensation, donc pour le financement des assurances sociales.

Chères et chers camarades

Les parlementaires de notre parti savent très bien, comment c'est difficile de faire passer leurs projets et propositions. La gauche est au Grand Conseil largement minoritaires. Néanmoins il est de temps à autre possible, de trouver des compromis avec certains autres groupes. Je veux remercier ici tous les camarades qui s'engagent dans un parlement, soit au Conseil national, au Grand Conseil ou dans un Conseil général.

De ne pas disposer d'une majorité au Gouvernement ne facilite non plus le travail. **Au Conseil d'Etat, je n'ai pas la possibilité de transmettre notre programme politique un à un.** Aussi au Gouvernement il faut chercher une solution qui trouve une majorité, et ceci n'est pas toujours facile.

Cette situation devrait aussi être connue aux camarades qui m'ont publiquement critiqué et attaqué, soit dans notre journal de parti ou dans des communiqués de médias. Ces camarades étaient tous actifs dans la politique, soit au niveau communal, cantonal ou fédéral. Aussi ils devraient savoir que des coupes financières dans le secteur social n'auraient pu être empêchées que si j'avais eu une majorité. Vous pouvez me croire chères et chers camarades que les décisions concernant les économies concernant les subventions primes maladies ou dans le dossier de l'aide social me n'ont pas fait plaisir. Et vous connaissez aussi la situation au Grand Conseil où les propositions de notre groupe pour éviter le pire ont échoué.

Chères et chers amis

Je dois avouer que les attaques des certains camarades m'ont touchée. Ceci pas parce que je serais trop sensible. Mais parce que les attaques étaient profondément injustes.

Chères et chers ami-e-s

Il faut un parti socialiste au Conseil d'Etat, et il faut une représentation plus forte au parlement cantonal. Il est très important qu'il y ait partout une force politique qui s'oppose au démantèlement social. Il est important que nous continuions à lutter pour que personne dans notre Canton ne soit délaissé au bord de la route. Nous ne pourrions jamais accepter l'exclusion de certaines catégories de la population. Chaque individu a droit au respect et à une vie en dignité.

La question se pose pour le PS de notre canton : comment mieux défendre notre siège. Personnellement, je suis prête à me battre pour la défense du siège du gouvernement. Décembre dernier, Stéphane Rossini a dit dans un entretien avec le Walliser Bote, qu'il n'était pas un candidat, si je voulais prendre une nouvelle législature. J'ai pris note. Et puis j'ai été un peu surprise, du ton sur lequel Stéphane via communiqué de presse a annoncé en juin qu'il n'était pas candidat. Eh bien, maintenant ça a beaucoup évolué, et maintenant le Congrès des PSVR décidera si le parti va aller avec une liste ouverte dans la lutte pour le Conseil d'Etat.

Il n'est pas secret que je ne suis pas pour une liste ouverte. Le PS a une participation minoritaire d'environ 15 pour cent, l'ensemble de l'Alliance de gauche dans le canton d'environ 20 pour cent. Je me demande si nous pouvons prendre le risque que les voix de gauche peuvent être divisées entre deux personnes. Le risque de la perte du siège ne doit pas être sous-estimé. Je pourrais très bien imaginer que les membres du parti décident une "primaire" sur le candidat ou la candidate. Dommage que ce n'est pas possible. Quant à moi le SP du Haut-Valais m'a désignée en juin comme candidate. Il n'a jamais été question d'une liste ouverte.

Après 20 ans de présence socialiste au Gouvernement valaisan, je comprends que le PS du Valais romand puisse légitimement revendiquer ce siège. Et il est bien évidemment de la compétence du Congrès du PSVR de déterminer finalement sa stratégie.

Cependant, si une liste ouverte devait être décidée aujourd'hui, je suis moi-même liée à la décision de mon propre parti, le SPO. Vu les différences de position des deux partis, une stratégie commune devrait alors être élaborée par les instances dirigeantes des deux partis et décidée démocratiquement par un congrès unitaire en commun. Je devrais alors en tirer les conséquences et réévaluer ma position quant à ma candidature.

Chers et chères camarades,

Chaque crise est aussi une opportunité. Nous devons unir nos forces au sein du parti et non pas nous diviser. Nous devons intensifier le dialogue interne. Quelles que soient la personne ou les personnes figurant sur la liste du PS valaisan, ensemble, nous devons nous battre pour maintenir ce siège socialiste au Gouvernement. Ensemble, nous allons nous battre pour augmenter nos sièges au Grand Conseil. Et ensemble, nous allons continuer à lutter pour un Valais social, ouvert et solidaire. Merci!